CONGRES du SNUipp FSU Guyane.

25 et 26 avril 2013

Discours d'ouverture

Le SNUipp FSU Guyane, par l'intermédiaire de son bureau départemental, vous souhaite la bienvenue pour son VII° congrès. Nous sommes particulièrement heureux de l'engouement dont vous avez fait preuve pour vous inscrire à ce congrès, étape importante pour le fonctionnement du SNUipp en Guyane, ainsi que pour le positionnement de notre section au sein du SNUipp-FSU, syndicat national.

Nous devons continuer à œuvrer pour que les spécificités qui sont celles de notre département trouvent leur place dans les revendications et dans les mandats du SNUipp.

Le SNUipp-FSU, syndicat largement majoritaire sur un plan national, doit être en mesure de porter auprès du gouvernement les revendications de tous les territoires qui composent notre pays.

Chacun connaît le défi que doit relever notre système éducatif. Si plus de jeunes sont scolarisés plus longtemps, si le niveau moyen des élèves a tendance à s'élever, l'échec scolaire des élèves de Guyane reste désespérément massif et les inégalités perdurent lamentablement.

Les choix politiques de ces dernières années ont relégué l'objectif de démocratisation scolaire à l'arrière-plan et contribué à une dégradation sociale sans précédent, avec des répercussions catastrophiques dans notre académie.

Si l'école publique en France reste confrontée à un noyau dur d'élèves en difficulté, la proportion de ces élèves dans les écoles de Guyane est telle qu'elle nous oblige sans arrêt à des adaptations massives de nos outils d'enseignement.

Les inégalités scolaires sont d'autant plus insoutenables qu'elles touchent socialement trop de jeunes issus de milieu socio économiques en difficulté. Ces « laissés-pour-compte » deviennent alors plus vulnérables au chômage qui touche près d'un jeune sur deux dans le département, à la précarité et aux exclusions.

Pour faire réussir tous les élèves, il faut d'abord s'attaquer à cette corrélation entre échec scolaire et origine sociale défavorisée. Notre ambition n'est pas de former des individus « adaptables » ou « employables » mais de permettre à tous les jeunes d'acquérir une culture commune exigeante, ouverte sur le monde, qui leur permette de devenir maîtres de leur propre devenir, mais aussi des citoyens responsables.

Plus que jamais, l'enjeu est de défendre un service public d'éducation nationale laïque et gratuit sur l'ensemble du territoire et de revendiquer sa transformation pour offrir à tous les jeunes une formation de haut niveau. L'éducation est un droit qui doit être garanti pour tous de la petite section de maternelle à l'université. Nous avons d'importants combats à mener pour qu'aucun jeune ne sorte du système éducatif sans qualification tout en permettant au nombre de diplômés de l'enseignement supérieur de croître dans le département.

Seule, l'école ne fera pas tout. Le SNUIPP-FSU estime nécessaire d'agir sur le terrain de la transformation sociale pour le renforcement des solidarités et une autre répartition des richesses, pour lutter contre les inégalités et les discriminations qui touchent les familles dont nous scolarisons les enfants.

Le contexte de crise économique qui perdure depuis plusieurs années n'est pas de nature à répondre aux besoins des populations les plus fragiles. Ces politiques freinent l'activité économique, aggravent le chômage, entravent la transition écologique, détériorent les conditions de travail, mettent à mal les services publics et la protection sociale. A l'opposé de ces choix, des politiques basées sur la coopération, la solidarité et la démocratie, sont d'une urgente nécessité pour la construction d'une société juste, égalitaire, respectueuse des libertés individuelles, des différences, et soucieuse de l'environnement.

Notre pays a besoin de services publics de qualité accessibles aux populations sur tous les territoires.

L'école a aussi ses propres responsabilités dans la bataille de la démocratisation. Après des années d'asphyxie budgétaire et de réformes contestées, sa transformation est plus que jamais indispensable.

La nouvelle loi d'orientation et de programmation prévue pour la rentrée 2013 ne marque pas de réelle rupture avec les politiques précédentes, même si elle comporte des éléments qui nous semblent aller dans le bon sens : retour de la formation initiale, priorité à l'école primaire, scolarisation des tout petits, « plus de maîtres que de classes », revendication ancienne du SNUipp. La réforme des rythmes scolaires insuffisamment préparée est fortement contestée dans le département. Cayenne, Matoury, Kourou, Apatou ont décidé de s'y lancer au pas de course, attraction budgétaire à l'appui, avec de lourds dysfonctionnements à craindre : activités payantes, personnel non formé, gestion des locaux ambigüe, difficultés de transport… Remire Montjoly, prudemment, préfère conserver encore un an sa journée continue tant appréciée par les équipes. Quant à la commune de St Laurent, où plus aucun espace n'est disponible pour permettre une restauration scolaire, la mise en place de cette réforme semble bien mal engagée.

Le SNUipp-FSU Guyane continuera d'affirmer des positions claires, sans compromission avec l'administration, des valeurs fortes, progressistes, humanistes. Notre éthique, notre sens de l'équité, notre refus du clientélisme, notre exigence de transparence, seront toujours des repères pour l'ensemble des collègues de Guyane.

La profession renouvelée à près de 50 % en 10 ans a besoin d'un syndicalisme qui réponde à ses préoccupations et qui associe les collègues aux débats et prises de décisions. La jeunesse de la population enseignante de Guyane constitue une particularité et un fort potentiel revendicatif, à condition que nos jeunes collègues soient en mesure de connaître leurs droits, régulièrement bafoués. Nous devons poursuivre dans cette voie qui consiste à informer, débattre, interroger nos positions et proposer des modalités d'action construites avec les personnels. Il s'agit là d'un enjeu majeur pour continuer de construire un syndicalisme de transformation sociale susceptible de mener de vastes mobilisations et de peser sur les rapports de force et les enjeux. C'est aussi une des clés pour travailler au renouvellement des équipes militantes. La hausse engagée dans la syndicalisation doit continuer, de nouveaux militants doivent grandir nos rangs, nous devons ensemble et fermement reconquérir une majorité aux prochaines élections.

C'est à ce prix que nous prendrons réellement en compte les trois dimensions de notre mission : défense de la fonction publique, défense de l'école pour tous les enfants de Guyane, et prise en compte des problématiques personnelles. Le SNUipp-Guyane a l'ambition de se fixer cet important défi pour les années à venir. Le SNUipp-FSU Guyane c'est également vous. Alors l'appel est lancé, toutes les bonnes volontés seront les bienvenues, toutes les idées seront enrichissantes, dans un but commun : grandir l'école en Guyane…

Nous vous souhaitons deux bonnes journées d'échanges et de réflexion.